

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 1197

[C - 99/29202]

23 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du règlement de procédure de la Chambre de recours des Services du Gouvernement de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française, ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, modifié par l'arrêté royal du 22 mai 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, notamment l'article 117;

Vu la délibération du Gouvernement du 23 février 1999,

Arrête :

Article 1^{er}. Le règlement unique de procédure, ci-annexé, de la Chambre de recours des Services du Gouvernement de la Communauté française, 1^{re} et 2^e Sections, est approuvé.**Art. 2.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 mars 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe

Chambre de recours des Services du Gouvernement de la Communauté française

Règlement unique de procédure (commun aux deux sections)

Article 1^{er}. Les dispositions du présent règlement de procédure pris en application de l'article 117 de l'arrêté du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, ci-après dénommé le « statut », complètent les articles 106 à 117 repris au titre XII du statut sous l'intitulé « Des Chambres de recours ».**Art. 2.** La Chambre de recours a son siège au Secrétariat général du Ministère de la Communauté française, boulevard Léopold II, n° 44 à 1080 Bruxelles.

Le greffe de la Chambre de recours est installé à la même adresse.

Les recours sont adressés au greffe, à l'adresse précitée, dans les délais fixés par le statut.

Dans le délai de 10 jours ouvrables suivant la réception du recours, le greffier-rapporteur accuse réception du recours à la partie requérante et informe du recours le Président compétent ainsi que l'autorité visée à l'article 107, § 8, alinéa 1^{er}, du statut.**Art. 3.** Le greffier-rapporteur arrête la liste des assesseurs et assesseurs suppléants pouvant siéger dans l'affaire en cause compte tenu des dispositions de l'article 108, alinéa 1^{er}, du statut.Au plus tard dans le délai fixé à l'article 109, alinéa 1^{er}, du statut, il transmet cette liste au requérant afin de lui permettre de faire usage de la faculté de récusation dans les conditions et selon les modalités prévues au même article.**Art. 4.** Le greffier-rapporteur établit le dossier complet de l'affaire.

A cette fin, il invite les autorités disposant d'éléments utiles à les lui communiquer dans les meilleurs délais.

Le greffier-rapporteur soumet au Président un rapport sur l'affaire qui comprend notamment un inventaire des pièces composant le dossier complet de l'affaire.

S'il y a lieu, le greffier-rapporteur informe également le Président des récusations intervenues en application de l'article 109 du statut.

Art. 5. § 1^{er}. Pour chaque affaire, le Président fixe la date à laquelle la Chambre de recours se réunit.

Le greffier-rapporteur adresse les convocations aux assesseurs ainsi que, par pli recommandé avec accusé de réception, au requérant et à son défenseur éventuel, au moins 15 jours avant la date de la réunion.

La convocation est également adressée dans le même délai à l'agent visé à l'article 107, § 8, alinéa 1^{er}, du statut pour autant qu'il ait déjà été désigné.

En l'absence d'une telle désignation, le greffier-rapporteur invite l'autorité compétente à y procéder sans délai et adresse immédiatement à l'agent désigné ladite convocation.

Le rapport sur l'affaire établi par le greffier-rapporteur est joint à la convocation.

§ 2. A titre confidentiel et uniquement pour les besoins de la cause, les personnes convoquées à la réunion peuvent consulter, sur rendez-vous ou aux jours et heures fixés dans la convocation, le dossier complet de l'affaire.

Elles ne peuvent ni soustraire ni déplacer aucune pièce composant ce dossier.

Art. 6. § 1^{er}. Les Présidents (1^{ère} et 2^{ème} sections) et assesseurs ne peuvent siéger dans une affaire concernant leur conjoint, une personne vivant sous le même toit, un parent ou un allié jusqu'au 4^{ème} degré inclusivement.Le Président (2^e section) et les assesseurs qui seraient intervenus dans la proposition ou la mesure frappée de recours signalent sans retard leur empêchement au greffier-rapporteur qui convoque leur suppléant.Le Président (2^e section) et les assesseurs qui cessent d'être en activité de service préviennent également dans les meilleurs délais le greffier-rapporteur qui fera le nécessaire pour pourvoir à leur remplacement.

Il en va de même des assesseurs qui se trouvent dans la position de détachement syndical ou qui sont attachés à un cabinet ministériel.

§ 2. Les assesseurs doivent demander à être déchargés s'ils estiment avoir un intérêt à la cause ou s'ils pensent que leur impartialité pourrait être mise en doute.

Le Président décide de la suite à réserver à cette demande.

Jusqu'à l'ouverture de la séance, le Président dispose de la faculté de remplacer, en cas de nécessité, un assesseur par un de ses suppléants utiles.

§ 3. Dans tous les cas de remplacement, les assesseurs appelés à siéger sont mis sans délai en possession du rapport sur l'affaire.

Art. 7. § 1^{er}. Les séances de la Chambre de recours sont ouvertes et closes par le Président.

Celui-ci dirige les débats et assure l'ordre de l'assemblée.

§ 2. Le Président de la 1^{re} section a voix délibérative en matière disciplinaire et de suspension dans l'intérêt du service. Il n'a pas voix délibérative en matière d'évaluation.

Le Président de la 2^{ème} section n'a pas voix délibérative.

§ 3. Le vote a lieu au scrutin secret.

Les questions soumises au vote, notamment l'avis à émettre, comportent obligatoirement une réponse affirmative ou négative.

Le vote est acquis à la majorité des voix, les bulletins blancs ou nuls n'étant pas pris en compte.

En cas de partage des voix, l'avis est considéré comme favorable au requérant.

§ 4. Il n'est pas établi de procès-verbal, l'avis motivé reprenant toutefois les éléments essentiels de la procédure ainsi que le résultat des délibérations.

L'avis, en sa motivation, est rédigé, selon le cas, soit en séance par la Chambre de recours elle-même, soit par son Président conformément aux conclusions adoptées par la Chambre de recours.

Art. 8. Les avis émis par la Chambre de recours sont signés par son Président et le greffier-rapporteur.

Le greffier-rapporteur communique une copie de l'avis motivé aux membres de la Chambre de recours.

Les avis sont conservés au greffe où le requérant et son défenseur peuvent en prendre connaissance et s'en faire délivrer copie.

Art. 9. Les minutes, registre et archives de la Chambre de recours sont conservés au greffe à l'adresse indiquée à l'article 2.

Art. 10. Les Présidents, assesseurs et greffiers-rapporteurs sont tenus au secret des délibérations ainsi que par la confidentialité des débats.

Art. 11. Sans préjudice des dispositions de l'article 127 du statut, le présent règlement de procédure entre en vigueur à la date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté du Gouvernement qui l'approuve.

Le greffier-rapporteur,
P. FONTAINE

Le Président de la 1^{re} section,
M. THOMAS.

Le Président de la 2^e section,
F. DE LAET.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 mars 1999 portant approbation du règlement de procédure de la Chambre de recours des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 99 — 1197

[C - 99/29202]

23 MAART 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende goedkeuring van de procedureregeling van de Raad van beroep van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 mei 1996;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 117;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 23 februari 1999,

Besluit :

Artikel 1. De hierbij gevoegde enige procedureregeling van de Raad van beroep van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, 1^{ste} en 2^{de} afdelingen, wordt goedgekeurd.

Art. 2. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 maart 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Bijlage

Raad van beroep van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap

Enige procedureregeling (voor beide afdelingen)

Artikel 1. De bepalingen van deze procedureregeling, genomen met toepassing van artikel 117 van het besluit van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, hierna genoemd het « statuut », vullen de artikelen 106 tot 117 aan die in titel XII van het statuut opgenomen zijn, met als opschrift « De Raden van beroep ».

Art. 2. De Raad van beroep heeft zijn zetel in het Secretariaat-Generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, Leopold II-laan 44, te 1080 Brussel.

De griffie van de Raad van beroep bevindt zich aan hetzelfde adres.

De beroepen worden aan de griffie, aan voormeld adres, binnen de door het statuut vastgestelde termijn, gericht.

Binnen een termijn van 10 werkdagen die volgen op de ontvangst van het beroep, meldt de griffier-rapporteur ontvangst van het beroep aan de verzoekende partij en brengt de bevoegde Voorzitter alsook de overheid bedoeld in artikel 107, § 8, lid 1, van het statuut, op de hoogte van het beroep.

Art. 3. De griffier-rapporteur stelt de lijst van assessoren en plaatsvervangende assessoren vast die zitting kunnen hebben voor het onderzoek van de zaak, rekening houdend met de bepalingen van artikel 108, lid 1, van het statuut.

Uiterlijk binnen de in artikel 109, lid 1, van het statuut vastgestelde termijn, zendt hij die lijst aan de verzoeker over om hem in de mogelijkheid te stellen gebruik te maken van zijn wrakingsrecht onder de voorwaarden en volgens de nadere regels bedoeld in hetzelfde artikel.

Art. 4. De griffier-rapporteur maakt het volledige dossier van de zaak op.

Daartoe verzoekt hij de overheidsbesturen die over nuttige gegevens beschikken om hem die gegevens onverwijld mede te delen.

De griffier-rapporteur legt aan de Voorzitter een verslag over de zaak voor dat inzonderheid een inventaris omvat van de stukken waaruit het volledige dossier van de zaak bestaat.

In voorkomend geval, brengt de griffier-rapporteur ook de Voorzitter op de hoogte van de wrakingsaanvragen die ingediend zijn met toepassing van artikel 109 van het statuut.

Art. 5. § 1. Voor elke zaak stelt de Voorzitter de datum vast waarop de Raad van beroep vergadert.

De griffier-rapporteur zendt de oproepingsbrieven over aan de assessoren alsook, bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, aan de verzoeker en aan zijn eventuele verdediger, ten minste 14 dagen voor de datum van de vergadering.

De oproepingsbrief wordt binnen dezelfde termijn eveneens gericht aan de ambtenaar bedoeld in artikel 107, § 8, lid 1, van het statuut, voor zover deze reeds werd aangewezen.

Zo niet, dan verzoekt de griffier-rapporteur de bevoegde overheid om die aanwijzing onverwijld te verrichten en deelt onmiddellijk aan de aangewezen ambtenaar die oproepingsbrief mede.

Het door de griffier-rapporteur opgemaakte verslag over de zaak wordt bij de oproepingsbrief gevoegd.

§ 2. Vertrouwelijkheidshalve, en uitsluitend als dit noodzakelijk is, mogen de tot de vergadering opgeroepen personen, op afspraak of op de dag en om het uur vastgesteld in de oproepingsbrief, het volledige dossier van de zaak raadplegen.

Zij mogen geen stuk van dat dossier wegnemen of verplaatsen.

Art. 6. § 1. De Voorzitters (1ste en 2de afdelingen) en assessoren mogen geen zitting nemen voor het onderzoek van een zaak betreffende hun echtgenoot, een persoon die onder hetzelfde dak woont, een bloedverwant of aanverwant tot en met de 4de graad.

De Voorzitter (2e afdeling) en de assessoren die in het voorstel of in de maatregel waartegen beroep is ingesteld, zouden zijn tussengekomen, brengen de griffier-rapporteur, die hun plaatsvervanger oproept, er onverwijld op de hoogte van dat zij verhinderd zijn.

De Voorzitter (2e afdeling) en de assessoren die niet meer in actieve dienst zijn, verwittigen eveneens onverwijld de griffier-rapporteur, die de nodige maatregelen treft om in hun vervanging te voorzien.

Dit geldt ook voor de assessoren die in een vakbond gedetacheerd zijn of aan een ministerieel kabinet verbonden zijn.

§ 2. De assessoren moeten vragen om te worden ontheven, indien zij van mening zijn dat zij belang bij de zaak hebben of indien zij denken dat hun onpartijdigheid in twijfel zou kunnen worden gebracht.

De Voorzitter beslist over het gevolg dat aan die aanvraag moet worden gegeven.

Totdat de vergadering wordt geopend, heeft de Voorzitter de mogelijkheid om, zo nodig, een assessor door één van zijn nuttige plaatsvervangers te vervangen.

§ 3. In alle vervangingsgevallen, worden de assessoren die zitting zullen nemen, onverwijld in het bezit gesteld van het verslag over de zaak.

Art. 7. § 1. De vergaderingen van de Raad van beroep worden door de Voorzitter geopend en gesloten.

Die leidt de debatten en zorgt voor orde bij de vergadering.

§ 2. De Voorzitter van de eerste afdeling is stemgerechtigd inzake tucht en schorsing in het belang van de dienst. Hij is niet stemgerechtigd inzake evaluatie.

De Voorzitter van de 2e afdeling is niet stemgerechtigd.

§ 3. De stemming is geheim.

De vragen waarover gestemd wordt, inzonderheid het uit te brengen advies, moeten een positief of een negatief antwoord krijgen.

De stemming geschiedt bij meerderheid van stemmen, waarbij de blankostembiljetten of de ongeldige stembiljetten niet in aanmerking worden genomen.

Bij staking van stemmen, wordt het advies als gunstig voor de verzoeker geacht.

§ 4. Er worden geen notulen opgemaakt, waarbij het met redenen omkleed advies evenwel melding maakt van de belangrijkste gegevens van de procedure alsook van de uitslag van de beraadslaging.

De redenen waarmee het advies wordt omkleed, worden, naar gelang van het geval, ofwel gedurende de vergadering door de Raad van beroep zelf, ofwel door de Voorzitter overeenkomstig de door de Raad van beroep aangenomen besluiten, opgesteld.

Art. 8. De door de Raad van beroep uitgebrachte adviezen, worden door de Voorzitter ervan en door de griffier-rapporteur ondertekend.

De griffier-rapporteur zendt een afschrift van het met redenen omkleed advies aan de leden van de Raad van beroep over.

De adviezen worden ter griffie bewaard, waar de verzoeker en zijn verdediger er kennis van kunnen nemen en zich er een afschrift van kunnen laten bezorgen.

Art. 9. De minuten, het register en het archief van de Raad van beroep worden ter griffie bewaard aan het in artikel 2 vermelde adres.

Art. 10. De Voorzitters, assessoren en griffiers-rapporteurs zijn gehouden tot het geheim van de beslissingen die tijdens de beraadslaging werden getroffen alsook tot de vertrouwelijkheid van de debatten.

Art. 11. Onverminderd de bepalingen van artikel 127 van het statuut, treedt deze procedureregeling in werking op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Regering waarbij die wordt goedgekeurd.

De griffier-rapporteur,
P. FONTAINE

De Voorzitter van de 1ste afdeling,
M. THOMAS.

De Voorzitter van de 2de afdeling,
F. DE LAET.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 maart 1999 houdende goedkeuring van de procedureregeling van de Raad van beroep van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 99 — 1198

[C - 99/29218]

22 AVRIL 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française pris en application de l'article 8 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, notamment l'article 8, alinéas 1^{er}, 2^e et 2, 1^o;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 mars 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 mars 1999;

Vu les protocoles de négociation du Comité de Secteur IX du 1^{er} avril 1999 et du Comité des Services publics provinciaux et locaux - Section II, du 8 avril 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3 tel que modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant le fait que le décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection est entré en vigueur le 25 février 1999;

Qu'en son article 8, alinéas 1^{er}, 2^e et 2, 1^o, le décret du 4 janvier 1999 précité prévoit que le Gouvernement détermine les anciennetés de service et de fonction requises de la part de certains membres du personnel pour pouvoir être nommés à titre définitif à une fonction de promotion ou de sélection;

Qu'il importe au plus vite de déterminer lesdites anciennetés de service et de fonction afin de pouvoir mettre en œuvre les procédures permettant d'avoir accès aux fonctions de promotion et de sélection;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;